

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite*.M. A. Lavergne—*Suite*.

protection aux minorités—502; le chef de l'opposition n'a pas traité la question des écoles dans sa tournée de l'Ouest parce qu'il a reconnu que la majorité avait bien fait de régler la question comme elle l'a fait—503; regrette retard version française des Statuts révisés—503; espère qu'à prochaine refonte, français et anglais seront prêts en même temps—503; l'Intercolonial maltraite encore la langue française—504; déclaration Pugsley à Ottawa—504; espère que M. Pugsley sera forcé de s'expliquer—505; l'affaire d'achat de la "Presse" devra être éclaircie—505; efforçons-nous d'être purs—505; M. Bourassa tombé à la bataille—505; s'efforcera de marcher dans ses traces—505.

M. W. J. Roche—L'opposition a résolu de soumettre l'adresse à une discussion complète, nette et légitime—506; pourquoi ne pas parler de la prospérité qui règne dans tout l'univers—506; gaspillage général—508; opinions Cartwright et Paterson—508; écroulement tour de l'Ouest—509; écroulement pont de Québec—510; prétendu remède à la crise financière de l'Ouest—510; lamentable situation des producteurs de grains de l'Ouest—510; en voyageant dans l'Ouest, le ministre des Postes trouverait moyen d'utiliser son surplus—512; approuve Gouvernement de soumettre à commission des c. de fer service télégraphes et téléphones—512; mais incomplet—512; n'ose pas suivre traces du gouvernement Manitoba—512; la municipalisation à Neepawa 512; M. J. H. Houden de Neepawa nommé chef du service provincial des téléphones et télégraphes au Manitoba—512; M. Crawford qui est maintenant en faveur du système de nationalisation restreinte des téléphones et télégraphes voulait autrefois plus que la nationalisation totale—514; les autres provinces n'ont rien à voir avec l'agrandissement des frontières du Manitoba—514; elles n'ont pas le droit d'être consultées—514; espère que les terres, les forêts et mines du territoire annexé seront transférées au Manitoba—515; espère que traité français sera plus utile qu'il ne paraît—515; le ministre libéral de 1896 était composé de géants si on le compare à celui de 1907—516; la corruption, les crimes électoraux—518; la ligne rouge du Manitoba—518; les enquêtes électorales au Manitoba—518; MM. Whitney et Roblin, champions de la pureté électorale—518; l'affaire de Prince-Albert—519; l'honnêteté des radiations opérées par les conservateurs—522; l'affaire D. M. Walker—522; les affaires Dixon et Walker—524; le receveur de Thessalon—524; W. T. R. Preston—524; les résolutions conservatrices contre la non-convocation d'une convention conservatrice par M. R. L. Borden sont un mythe—524; M. Fielding qui a voulu faire révolter autrefois la Nouvelle-Ecosse ne devrait pas accuser M. Borden de soulever la Colombie-Anglaise—525.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite*.

M. E. Paquet—Croît sincèrement dans la distribution rurale gratuite—525; mais considère préférable pour le moment d'augmenter nombre bureaux de poste—525.

Amendement Armstrong mis aux voix—525.

Rejeté par 54 à 103—527.

Reprise—541.

M. S. Barker—Entend discuter responsabilité du Gouvernement dans construction pont de Québec et dans désastre—542; pont coûtera en tout 12 millions avec quoi on aurait pu construire 300 milles de c. de f.—542; le Gouvernement a engagé le pays dans la construction du Transcontinental avant d'avoir fait arrangements avec Cie du pont—542; opposition n'aurait pas combattu projet de Transcontinental, mais ne l'aurait pas voulu comme l'a fait le Gouvernement—543; on a tenu tout caché dix-huit mois—543; du moment où le Gouvernement se chargeait de la réalisation du Transcontinental, il devait veiller avec un soin particulier à la construction du pont—544; la situation financière de la compagnie du pont en 1903—544; situation anormale—544; le Gouvernement a conclu un arrangement pour la construction du pont le plus grand du monde avec une compagnie insolvable, sans un seul dollar à son acquit—546; il fallait sans doute qu'un intermédiaire fit son bénéfice—547; les dépenses du wagon du Transcontinental—548; le Gouvernement aurait dû avoir des experts—548; l'article du "Scientific American"—550; il n'y a pas un ingénieur en chef de chemins de fer au Canada et aux E.-U. qui voudrait prendre sur lui d'approuver les plans d'une entreprise comme celle du pont de Québec—550; incapacité de M. Cooper—551; propose amendement blâmant Gouvernement de n'avoir pas contrôlé suffisamment la construction du pont de Québec—552.

M. l'Orateur—Considère que la motion réitère un blâme déjà réglé—552.

Hon. W. S. Fielding—M. Barker cherche à forcer la Chambre à se prononcer sur une question spéciale sans informations—553; le premier ministre ne pouvait sans avis préalable répondre formellement sur la nature d'un arrêté en conseil—553; la responsabilité de la compagnie—554; insulte à des citoyens respectables de Québec—554; pas de compagnie banqueroutière ni d'hommes de paille—555; personne n'a osé voter contre la proposition du Gouvernement de venir en aide à la compagnie—555; quand le Gouvernement soumit le mesure pour garantir les obligations de la compagnie du pont de Québec, seul M. Monk s'y opposa—555; M. Schreiber a été consulté sur tous les points—556; M. Barker discute sans rien savoir et son discours n'aura aucun effet sur les esprits non prévenus—557.